

Chapitre un

L'histoire parallèle ou l'invasion du Bet Yakin

*Lève-toi pour renverser ces régimes qui ont
consolidé les frontières.
Lève-toi et efface les frontières qui ne doivent
plus exister aujourd'hui entre les peuples
islamiques.*

Sheikh Abassi Madani
Président du FIS, août 1990

Atlanta, Georgie
7 heures du matin

La longue limousine, sans laquelle nul n'est personne aux États-Unis, glissa le long du trottoir et s'arrêta presque en face de la Banca Nazionale di Lavoro. N'eût été le crissement des pneus, le silence eut été parfait. Succursale d'une des premières banques italiennes, la Banco Nazionale di Lavoro venait en ce mois de septembre 1989 de subir des revers profonds.

Aucune porte de la limousine ne s'ouvrit. Nul chauffeur n'en descendit. Seule une légère buée sortait des pots d'échappement.

Une banque italienne en Georgie ce n'est pas si courant, ça l'est moins encore quand elle vient de perdre plusieurs milliards de francs. Il faut ajouter que nul, ni au siège de New York, ni à Rome, n'était au courant du désastre. Encore que...

— Il paraît étonnant qu'une simple succursale ait eu et perdu tant de disponibilités mais également d'avoir pu engager de tels montants !

— Non précisément, c'est bien là le drame.

— Mais alors comment ?

— La BNL n'est-elle pas une banque très liée au gouvernement italien ?

— Hé là, pas si vite ! N'accusons pas à la légère !

— Qui accuse ?

— La BNL, ou plutôt le patron local de celle-ci, avait mis sur pied à Atlanta une série de prêts (loans) permettant au bénéficiaire...

— Pourquoi ce singulier ?

— Rien ne vous échappe. Il n'y en avait effectivement qu'un seul.

— Un sacré paquet de milliards pour une personne.

— Oui, 18 milliards. Nous eûmes quelques éclaircissements par Guido Carli, le ministre du Trésor italien qui admit que ces 18 milliards avaient été prêtés sans que l'on fût au courant à New York, Londres et Rome. Pour Londres, il faudrait moduler car en ces matières rien n'échappe à l'Old Lady¹. En tout cas, l'ensemble de ces fonds fut utilisé pour l'achat d'armes chimiques.

— Quoi ? Saddam ?

— Ne soyez pas si prompt à la déduction. Sachez seulement que la maison-mère dut recevoir une injection de fonds publics pour éviter une catastrophe, soi disant pour réparer les bêtises de la succursale...

— Curieux.

— Un mois plus tard, le même ministre revint sur ses déclarations et convint que la transaction avait été autorisée au plus haut niveau, par le gouvernement italien. Mais ce n'est pas tout².

¹. Old Lady : nom familier donné à la banque d'Angleterre.

². *International Currency Review*, volume 20, 1990.

— Il semble qu'une partie des prêts de 1990 n'ait pas encore été utilisée !

— Ils le furent en totalité à la condition que les deux tiers des achats fussent faits en Italie, assuré par l'État italien, bien entendu, pour le cas où le client ne paierait pas, ce qui aurait été un comble.

— Là, vous semblez exagérer. Si je résume, cela donne la version suivante :

- On découvre un trou à la BNL.
- Il s'agirait d'un détournement.
- On parle ensuite d'escroquerie pratiquée par les directeurs locaux.
- Le ministre intervient et déclare que son gouvernement est au courant.
- On permet l'utilisation du solde des prêts.
- On donne, en plus, la garantie de l'État italien pour les exportations.

— En clair, c'est l'argent du contribuable italien qui danse ?

— Exactement, mais il y a mieux encore. Il a été découvert que partie des fonds bénéficiait de la garantie de l'agence américaine Exim Bank, organisme chargé de contrôler et de garantir aux exportateurs le bon déroulement de leurs opérations.

— Que personne, à ce stade n'ait été étonnée de voir 3,6 milliards de dollars tirés sur une succursale de banque étrangère, dans un coin perdu de la Georgie sur le marché interbancaire pour être expédiés à Babylone, est quand même surprenant !

— Babylone, ne me dites pas que...

— Que c'est Bagdad ?... Si très exactement.

— Pour acheter des armes chimiques ?

— Et pour les fabriquer. D'ailleurs dans une interview publiée par le magazine américain *Monument*, l'ancien sous-secrétaire d'État à la Défense pour la Sécurité du Commerce (*Trade Security Policy*) du Pentagone, le docteur Stephen Bryen, a déclaré que les États-Unis et quelques autres pays de l'OTAN ont permis, si ce n'est encouragé, le développement d'une industrie de guerre chimique au bénéfice de l'Irak de Saddam Hussein pour l'aider dans sa lutte contre l'Iran et l'Imam Khomeyni.

Dans le *Financial Times* du 21 novembre 1989, M. Friedman apporte la preuve qu'une partie des fonds de la BNL avait été dirigée chez Techcorp, société irakienne connue de tous les services de renseignements pour ses travaux sur le Condor II missile balistique en consortium avec le groupe Consen, de curieuse réputation et contrôlé à la fois du Luxembourg et de l'Allemagne par les héritiers du groupe allemand Krupp.

Le président de l'Argentine, C. Menem, depuis parti, a annoncé que son pays renonçait (officiellement pour des raisons financières) à s'occuper du Condor II qui aurait eu la possibilité de transporter des ogives nucléaires.

Cette renonciation n'empêcha d'ailleurs pas les Argentins d'exploiter une usine pour produire de l'uranium enrichi à 20 % alors que l'ensemble des réacteurs locaux fonctionne à l'uranium naturel !

Qu'importe ! En 1990, une usine située à Ezeia entrait en service pour la production du plutonium.

Tout cela vous permet de mieux comprendre pourquoi le Satrape se croyait sûr de son impunité en attaquant le Bet Yakin.

— Le Bet Yakin, qu'est-ce au juste ?

— Une ancienne province de Babylone.

— Ne serait-ce pas le Koweït ?

— C'est sous ce nom qu'il est connu dans l'Ancien Testament.

— Dites-moi, les Italiens n'étaient pas les seuls ?

— Bien sûr que non, hélas. La France, l'Allemagne, tous, sans exception, participèrent à cette mise en place.

— Les douanes américaines arrêtaient en 1989 un chargement de pompes spéciales conçues pour l'industrie nucléaire et produite par Scientific, à Atlanta. Elles saisirent également différents matériels à connotation nucléaire, fabriqués et exportés sur l'Irak par CVC Product Incorporated de Rochester³.

— Vous voulez me raconter que Saddam veut la bombe ? N'est-ce pas une vieille histoire et un vieux rêve ? Les Israéliens n'ont-ils pas détruit Tamuz, Osirak et Osiris excellent matériel, cependant fourni par la France ?

— Avant nous, il y avait eu les Russes qui avaient signé un accord de coopération, pour la construction d'un centre de recherche nucléaire en Irak.

Une certaine logique aurait voulu qu'il fut financé par les Européens. Eh bien la logique ne dérogea pas à la tradition : il le fût.

Le centre est donc construit à Tuwaitha et équipé d'un réacteur thermique IRT 5000 de 5 MGW. Heureusement, les Soviétiques, échaudés par la Chine à qui ils avaient ouvert la porte du feu sacré, refusèrent d'aller plus avant. Les hommes politiques Français ne firent aucune difficulté pour les y remplacer avantageusement.

Ainsi Saddam est reçu en 1973 à Paris. Il n'est encore que vice-président de la révolution mais pourtant déjà le personnage-clé du régime, et il arrive précédé d'une réputation flatteuse. Ne vient-ils pas de réussir la nationalisation de l'Irak Petroleum Compagny en saisissant les avoirs américains, anglais et hollandais ?

Il fallut le récompenser, solidarité oblige ! De là à inférer qu'il est venu négocier un petit baril et les moyens de préserver les intérêts français en échange d'une centrale n'est qu'une supputation. Car cette année, la France décide de vendre à son deuxième fournisseur de pétrole un centre

³. *Herald Tribune*, mai 1989.

de recherche nucléaire, le tout avec une centrale de 700 mégawatts, bien entendu à usage commercial et non militaire, sans aucun doute !

L'uranium enrichi à 93 % est fourni par la centrale de Pierrelatte ; rien de bien méchant en apparence. Cet accord ne sera pourtant publié à Paris, au *Journal Officiel*, qu'en 1976.

Il portait sur la fourniture d'une pile atomique dite à cœur ouvert à partir d'uranium enrichi à 93 %. À l'époque, un tel système ne permettait pas de fabriquer de bombes sauf à y ajouter des cellules chaudes. Cependant, il ne fallait être grand clerc pour penser que l'évolution technologique permettrait bientôt d'y parvenir.

Déjà, à l'époque, il était possible de coupler l'ensemble à un processus de séparation chimique, ce que va s'ingénier à faire rapidement Saddam avec l'aide des Italiens. Pour ne pas être en reste, la France lui fournira 72 kilos d'uranium et mettra à sa disposition des techniciens chargés de former les Irakiens au nucléaire. Cela comme toujours apparaîtra dans les discours officiels de nos responsables, comme une opération destinée à des fins pacifiques. Dans les semaines qui suivirent, la résonance était différente dans la voix de Saddam qui déclara à un journal arabe : « L'accord avec la France est le premier pas concret vers la production de l'arme atomique islamique. »

Sans hâte, mais sans détour, le projet prenait corps. Après la signature d'un nouveau méga contrat d'armement portant sur 1,5 milliard de dollars, fut ajoutée la fourniture de deux réacteurs, Tamuz 1 et Tamuz 2 que, par un malencontreux hasard, des mains innocentes vont détruire au moyen de charges explosives !

Il apparaît à l'évidence que confier la surveillance de l'utilisation pacifique de l'uranium fourni à l'Agence internationale de l'Énergie Atomique de Vienne relève de

l'aberration surtout lorsque fournisseur et utilisateur sont constamment en position conflictuelle.

De leur côté, les Italiens ne sont pas inactifs. Le Mossad révélera les contrats passés entre le CNEM (Comité italien pour l'Énergie nucléaire) et la SNIA Techint, pour la fourniture d'un laboratoire rendant possible la fabrication de cellules chaudes, permettant de passer du civil au militaire et même au-delà de réaliser la production de quelques kilos de plutonium.

Saddam, qui est pressé, condamne et exécute le responsable de son programme nucléaire. Il fait appel au spécialiste égyptien du nucléaire qui exerce ses activités à Inchas centre nucléaire de l'Égypte, fonctionnant avec peu de monde, peu de moyens, mais bien encadré par des spécialistes pakistanais.

Las ! Ce spécialiste eut une fin digne du « Mossad », il glissa malencontreusement, place Maillot, sur la carpette de l'hôtel Méridien, et meurt victime de sa chute. Comme un malheur n'arrive jamais seul, la décision de détruire Osirak, Osiris et Tamuz est prise par l'État hébreu qui trouve que Saddam est bien assez avancé dans son œuvre.

Le 7 juin 1981, vers 16 heures, deux douzaines de F15 et F16 décollèrent de Bersheeba accompagnés, pour le ravitaillement en vol, d'un Boeing 707 déguisé en avion de ligne irlandais Aerlingus.

Les F15 étaient armés de Side Winder Missiles Iron Bombs dont le système de guidage au laser permettait une parfaite précision. Celle-ci était plus grande encore grâce au complexe de radio guidage posé sur le site par un technicien français recruté par l'État hébreu.

À 18 heures 30, ces engins quittèrent la basse altitude pour grimper à 2000 pieds. Quelques secondes plus tard, les rêves de Saddam Hussein étaient en ruines.

À 19 heures, Raphaël Eitan, qui n'était pas encore le patron du Lechem, mais simple général, informa Begin, le

premier ministre israélien, celui-ci se serait écrié :
« Barush Hasham : Dieu soit béni ! » On le comprend.

Détruit, le rêve du maître de Bagdad l'était, mais le rêve d'un homme d'action débouche sur une action adventive et Saddam reprit les choses par le commencement. Il se mit personnellement à la pâtisserie.

Cette expression peut passer pour une boutade, mais le gâteau jaune, ou *yellow cake*, est le premier ingrédient nécessaire à la fabrication de l'uranium.

— D'où sort ce *yellow cake* ?

— D'après le Pentagone, c'est un mystère⁴.

— Mais ils en ont au moins 300 tonnes !

— Il doit venir du Niger, ou de l'Angola, ou du Brésil, peut-être de ces trois pays à la fois. Ils l'extraient aussi de leurs propres mines, situées dans le nord de l'Irak⁵.

L'uranium est ensuite moulu, puis passé aux produits chimiques pour produire un mélange d'une magnifique couleur, d'oxyde d'uranium ou d'ammoniaque et/ou de sodium.

Ensuite il est purifié sous forme de gaz hexafluoride d'uranium.

L'ensemble passe alors dans un système de centrifugeage pour préparer l'uranium 235 hautement instable et fissible de l'uranium 238.

Mais, les Allemands ont stoppé tout envoi de matériel à partir de juillet 1990 ; vos centrifugeuses, d'où les sortez-vous ?

— Du Brésil. En 1987, ce pays a maîtrisé la technologie du centrifugeage pour enrichir l'uranium.

— Au moment où ces gens-là décident de suspendre le paiement de la dette ?

— Oui, à peu près, mais c'est sans rapport.

— C'est vous qui le dites !

⁴. *News Week*, décembre 1990.

⁵. *Times Magazine*, décembre 1990.

— Bref, c'est à Aramar qu'est fabriqué un uranium de qualité dit militaire. C'est là-bas que les techniciens de Hussein se sont rendus pour comprendre et... admirer le fonctionnement des centrifugeuses de fabrication allemande.

Évidemment, les détonateurs sont une pièce essentielle dans le puzzle atomique et, dans ce domaine, les Irakiens ne sont pas en retard. Tout le monde se souvient encore, en Occident, de la photo représentant Hussein un détonateur dans chaque main.

En 1982, des agents du contre-espionnage italiens ont vendu à l'Irak du plutonium et de l'uranium enrichi. Le magistrat chargé de l'enquête, Carlo Palermo, a révélé, au cours de ses investigations, que ces intermédiaires avaient reçu 60 millions de dollars en règlement de leur fourniture.

Restait à trouver l'endroit où tester l'engin. La Mauritanie, dont ils avaient acheté une partie, parut l'endroit rêvé.

— Que me racontez-vous là ? Acheter la Mauritanie ?

— Pas réellement, mais presque... Bref, les Mauritaniens viennent d'autoriser Bagdad à installer une base d'essai de lance-missiles longues portés dans le désert Sahara.

C'est là qu'auraient été expérimentés les fameux tubes du canon gigantesque⁶?

— Non, vous confondez. Les tubes étaient destinés aux installations de Mossoul et de Kerbala pour tester les blocs de poudre de leurs lance-missiles dans les tunnels d'essais.

— Ils en avaient déjà !

— Sans doute, mais ceux qui leur ont été fournis par les Allemands et les Autrichiens ont explosé lors d'essais destinés à mettre au point la fusée spatiale irakienne et destinée à placer des engins sur orbite.

— Hé hé ! Où allez-vous de ce pas ? Un satellite irakien ?

⁶. *Le Monde*, 1990.

— Vous pensiez qu'ils en étaient encore à l'âge de pierre ?

— Un satellite ? Vous allez fort !

— Pas du tout. En décembre 1989, les Irakiens ont envoyé un rocket sur orbite qui a d'ailleurs explosé peu après le décollage.

— Vous en êtes sûr ?

— C'est pas moi qui l'affirme mais le Washington Institute For Near East Policy. Et pas un satellite d'exploration ou quelque sonde commerciale, mais un système de missiles stratégiques guidés par satellites. N'oubliez jamais que l'Irak exporte pour 100 milliards de francs de pétrole chaque année, et qu'il a les moyens de son ambition et plus encore ceux du rêve de son dictateur.

— Les secrets nucléaires passent parfois à travers les mailles d'un filet un peu lâches, il est vrai. Regardez les oscilloscopes ou capaciteurs. Bloqués à Londres où ils étaient fabriqués par Matrix Churchill, une autre société située dans la mouvance irakienne. Bien sûr, vous allez rétorquer que les Irakiens n'ont que quelques dizaines de chercheurs spécialisés dans cette branche, mais n'oubliez pas que les Pakistanais eux en disposent de plusieurs milliers.

— Churchill ? C'est la première fois que vous m'en parlez !

— La première fois, vraiment ? Ah bon. J'avais pourtant cru.

— Il s'agit de plusieurs réseaux mis sur pied de manière à échapper à l'œil sagace !

— Pourquoi riez-vous ?

— À cause du mot sagace et ce que vous racontez.

— Eh bien, à ce jour plusieurs réseaux ont été découverts dont notamment la Matrix Churchill de Coventry et la Canira d'Irlande, deux sociétés contrôlées par le Trade Development Group qui est un holding dirigé par FD Kaldun, haut fonctionnaire des services secrets